

La Lituanie impériale : les projets d'autonomie d'Alexandre et de Napoléon

Sylvie Lemasson

Le temps impérial de la Lituanie renvoie ici au chassé-croisé stratégique auquel se livrent les deux souverains les plus influents à l'origine du partage de l'Europe au début du XIX^e siècle¹. Avec l'objectif premier de se neutraliser, la France et la Russie échafaudent différents plans de conquête qui replacent la république des Deux Nations au cœur des affaires européennes. Instituée en 1569 au terme de l'Union de Lublin, cette entité procède d'une organisation politique unique en son genre. Le royaume de Pologne et le grand-duché de Lituanie décident en effet d'agréger leurs forces sur les bases d'un système fédéral. Cette association bicéphale à bien des égards inédite à son époque résulte de surcroît d'une dynamique historique méconnue, et souvent négligée. Le faiseur de roi de ce pacte n'était pas la Pologne mais la Lituanie, alors en mesure d'assurer une dot suffisamment appréciable pour édifier une puissance de poids. À son apogée, le grand-duché recense une population supérieure à celle de la France et de l'Angleterre réunies, et jouit d'un territoire supérieur à la superficie du Saint-Empire romain germanique en s'étirant des côtes baltiques aux rives de la Crimée. Après s'être saisie de la principauté de la Kievue au cours du XIV^e siècle, la Lituanie n'a encore rien à craindre d'une Moscovie évanescence.

Le grand-duché s'apparente à une citadelle militaire contre laquelle se heurtent les guerriers scandinaves, ruthènes ou bien germaniques. La Horde d'Or musulmane de Gengis Khan qui aborde avec une certaine aisance le continent européen depuis les steppes d'Asie centrale ne fait pas davantage recette face aux troupes de Mindaugas (1236-1263)². Si ce grand-duc marque de son empreinte l'assise militaire du grand-duché, Gediminas (1316-1341) récolte, lui, les fruits des différentes vagues d'expansion territoriale de son illustre prédécesseur et les met au service d'un rayonnement tout autant culturel que diplomatique. Le souverain mise sur la porosité des frontières pour accélérer la maturité de l'État lituanien et la modernisation de la société. Terre de tolérance à l'adresse des minorités et espace de développement à l'endroit des meilleurs esprits artistiques ou scientifiques, Vilnius devient un creuset multiethnique. Le cosmopolitisme encouragé par Gediminas découle d'un pari non moins remarquable. Car confronté à la menace de plus en plus pressante des chevaliers teutoniques missionnés par le pape en personne dans le but d'éradiquer les derniers bastions païens, le grand-duc se tourne vers le Saint-Siège. Son idée consistant à convertir une faiblesse identitaire (le paganisme du grand-duché) en un atout tactique (se faire l'aiguillon de la prospérité) finit par être payante. Convaincu de son

¹ Voir également : Sylvie Lemasson, *Vilnius l'Impériale. Le destin croisé d'Alexandre I^{er} et de Napoléon*, Editions SPM, collection Kronos, 2016.

² Les dates indiquées correspondent au règne du souverain.

pouvoir de séduction auprès de l'autorité suprême de l'Église catholique, Gediminas donne des gages de paix perpétuelle et non de guerre permanente à l'image des moines-soldats qui continuent, eux, de répandre la terreur.

Son raisonnement traduit avant l'heure la pensée du philosophe Emmanuel Kant incitant à promouvoir le commerce au nom de la stabilité. En nouant des liens avec ses proches voisins, Gediminas enlace tous ceux qui s'inquiètent de l'expansion du grand-duché. Les alliances matrimoniales avec la Pologne (protégée du Saint-Siège), la Mazovie (fief des Teutoniques) et la Rous kiévienne (berceau de l'orthodoxie) débouchent sur de nouveaux soutiens au bénéfice du grand-duché. En contrepartie de ces échanges pluriels, le grand-duc concède une forme d'acculturation avec l'objectif de conforter le processus de christianisation. Stratège averti, il accompagne une évolution historique majeure destinée à ancrer la Lituanie dans la cour des grands tout en évitant de subir une évangélisation forcée. De sorte que la centralité géographique du pays se décline en centralité politique.

En comprenant son avantage à composer avec cet État singulier, la papauté se dit prête à ne plus croiser le fer à travers les croisades baltes. Dans le même temps la Pologne se présente comme un allié d'excellence afin de passer en douceur dans le monde de la chrétienté. Aussi le rapprochement entre la Lituanie et la Pologne correspond-il à une addition d'intérêts mutuels. D'un côté, Vilnius sait pouvoir compter sur la bonne étoile de son voisin en guise de caution religieuse. De l'autre, la noblesse du royaume sait pouvoir renforcer une position hautement stratégique à l'intersection de différentes aires chrétiennes. En contractant un accord avec un partenaire doté d'un territoire trois fois plus étendu que le sien, la Pologne espère bien démultiplier ses leviers de puissance. Cette union liminaire de 1385 creuse le sillon de la république des Deux Nations. Par son mariage avec la monarque Hedwige, le petit-fils de Gediminas poursuit le dessein du grand-duché. En acceptant le baptême dans l'imposante cathédrale du Wawel à Cracovie, Jogaila (1377-1434) porte simultanément la couronne de Pologne et du grand-duché. Le jeune souverain christianise officiellement le dernier pays d'Europe tout en plaçant la dynastie des Jagellon sur le trône polonais.

Désormais point nodal continental, Varsovie et Vilnius portent la voix de l'Église avec assurance. Ce sont bien les troupes polono-lituanienues qui étouffent les prétentions des Teutoniques. La fameuse bataille de Tannenberg remportée en 1410 sur les redoutables chevaliers à cotte de mailles referme à jamais le chapitre des croisades punitives. Mais cet épisode glorieux conduit Vytautas, le bouillonnant cousin de Jogaila, à revendiquer la couronne du grand-duché en la différenciant de la couronne royale polonaise. Fort de son implication dans des combats acharnés et décisifs face aux Teutoniques, Vytautas se prévaut ni plus ni moins de l'effondrement de l'ordre du Mal. Il affiche une détermination à toute épreuve pour s'affranchir de la Pologne dans sa relation papale. En maniant avec brio le principe des guerres justes, si cher aux théologiens, il se pose en héraut du jugement de Dieu. Et en s'appropriant le caractère eschatologique de Tannenberg, il entend rivaliser sur

les cimes du pouvoir avec Jogaila. Rien ne semble contrarier l'aura et l'ambition du grand-duc qui pousse son armée jusqu'à Odessa. Il perpétue l'héritage de Gediminas avec l'édiction de statuts protecteurs, synonymes de liberté confessionnelle, destinés à la communauté juive. La population ashkénaze, présente en nombre sur le sol lituanien depuis le funeste épisode de la Peste noire, participe de manière déterminante au développement du grand-duché. L'âge d'or du grand-duché se confond ainsi avec le règne de Vytautas (1392-1430) qui, après le volet législatif, élève à tour de bras églises et châteaux en favorisant l'architecture gothique. Mais le style baroque ne tardera pas à se propager dans Vilnius, une cité réputée pour sa constellation de clochers.

Alors que la superficie du grand-duché s'accroît encore et toujours au cours des XIV^e et XV^e siècles, l'émancipation de la Moscovie va toucher de plein fouet la puissance lituanienne. Il revient d'ailleurs au tsar Ivan le Terrible de provoquer les hostilités. Revendiquer la grandeur de la culture orthodoxe, et partant sa protection, équivalait à viser les territoires ruthènes conquis par le grand-duché. Dans un environnement qui s'assombrit dangereusement pour Vilnius, le grand-duc sollicite une nouvelle alliance avec la Pologne. C'est ainsi que la république



Le grand-duché lors de l'Union de Lublin, 1569

des Deux Nations succède à l'Union de Kreva. Mais cette fois-ci la Pologne impose un cadre de négociations beaucoup plus favorable à ses intérêts. Une fois scellée, l'Union de Lublin entérine l'ascendant politique de Varsovie sur Vilnius. Non seulement la Pologne exerce son contrôle sur les terres orthodoxes conquises par le grand-duché en y instituant le catholicisme (Podolie, Volhynie, Kiev), mais elle s'adjuge aussi la couronne grand-ducale. Et comme si l'amoncellement de nuages au-dessus de Vilnius ne suffisait pas, la pratique généralisée de la langue polonaise s'empare de la classe nobiliaire lituanienne. L'extinction de la lignée des Jagellon en 1572 accentue le processus de vassalisation.

Mais les attributs de puissance de Varsovie ne mettent pas son roi à l'abri des tempêtes à venir. À l'instar du grand-duché, l'armature dorée du trône polonais attise les convoitises. Et l'adoption d'une monarchie élective en 1572 concourt à la fragiliser. Le recours à des dynasties étrangères accroît sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur. Le coup fatal porté à la république des Deux Nations (que la plupart des chancelleries reconnaissent sous l'appellation polonaise de *Rzeczpospolita* quand elle n'est pas purement et simplement identifiée au royaume de Pologne) provient de la Russie.

Orchestré en trois temps par Catherine la Grande (1772, 1793, 1795), le démembrement de la *Rzeczpospolita* répond à une double sanction. Et tout amant qu'il ait été de la jeune impératrice, le dernier monarque polonais Stanislas Poniatowski ne changera rien à l'implacable sentence russe. C'est que la tsarine s'inquiète fortement de l'esprit libéral d'une noblesse polonaise éprise des thèses de Montesquieu au point de rédiger une constitution fidèle au principe de la séparation des pouvoirs. Elle juge alors la Pologne ingouvernable parce qu'imprévisible, et donc inutile aux intérêts russes. Mais elle a surtout à cœur d'arrondir les angles de son empire. Dans le langage impérial, il convient de traduire les velléités de Catherine II par la reprise de l'ensemble des terres ruthènes considérées comme des bijoux de famille.

Catherine ne s'octroie cependant pas l'ensemble de la *Rzeczpospolita*. Elle se contente du patrimoine de l'ancien grand-duché. La Russie engrange toute la partie ethnique et historique de la Lituanie, dont certaines régions étaient passées sous gouverne polonaise en 1569. Trois bandes successives, d'est en ouest, se retrouvent ainsi rattachées à l'empire tsariste : d'abord les circonscriptions de Vitebsk et de Moguilev ; puis celles de Minsk et de la Podolie ; enfin celles de Vilnius, Brest-Litovsk et de la Volhynie. Ce qui explique que toute la Grande Pologne (incluant Varsovie, Poznan et les anciens fiefs teutoniques) et la Petite Pologne (incluant la Galicie avec Cracovie, Lublin et Lwow) reviennent, respectivement, à la Prusse et à l'Autriche. Catherine II s'emploie à contenter des alliés devenus indispensables dans son bras de fer engagé contre les Ottomans pour sécuriser un accès à la mer Noire.

À partir de 1795, le grand-duché devient une province russe divisée en huit gouvernorats : Vilnius (siège du gouverneur général), Grodno, Minsk Moguilev, Vitebsk, Kiev, la Podolie et la Volhynie. Petit-fils choyé de Catherine II en qui la tsarine place tous ses espoirs, Alexandre I^{er} hérite de cette carte administrative complexe. Et de cette province, il compte bien anéantir la diplomatie européenne de Napoléon Bonaparte.

Tilsit ou Alexandre au pays des merveilles ?

Après avoir essuyé deux défaites face à l'armée napoléonienne à Eylau et Friedland en 1807, le tsar se retrouve contre toute attente à négocier en alter ego avec l'empereur à l'initiative du chambardement contraire aux intérêts russes. La victoire d'Austerlitz en 1805, qui flétrit à jamais l'éclat des Habsbourg avec la disparition du Saint-Empire romain germanique, puis la conquête de Berlin en 1806 qui confine la Prusse à un rôle de second couteau, font de Napoléon le maître des lieux alors qu'Alexandre perd deux précieux alliés. La propension de la Russie à se poser en rempart de « l'ogre français » s'étiole d'autant plus vite que l'empereur libère Varsovie de la tutelle prussienne. Sa marche victorieuse l'encourage à lancer ses troupes jusqu'au fleuve-frontière du Niémen séparant la

Pologne de la Lituanie. Là encore, contre toute attente, Napoléon ne pousse finalement pas son avantage en lâchant ses milliers d'hommes sur la rive opposée. Si les Polonais, dont les contingents représentent un maillon fort de la Grande Armée, regrettent cette occasion manquée, la plupart des élites lituaniennes comprennent encore moins cette décision vécue comme une trahison au regard de leurs fidèles engagements dix ans plus tôt dans les campagnes d'Italie. À cette époque du Directoire, le commandant Bonaparte essayait de jeunes pousses républicaines sur une péninsule où les Autrichiens, les Prussiens et les Russes tentaient de maintenir leur fêrule monarchique. Pour les exilés polono-lituaniens, combattre dans les rangs de la France révolutionnaire signifiait déjà prendre une revanche contre ceux qui les avaient rendus orphelins de leur patrie.

Le comportement magnanime de Napoléon à l'égard d'Alexandre s'explique en réalité par les coudées franches que lui garantit le traité de Tilsit. Le Français avait également besoin du Russe pour détricoter, une à une, les alliances hostiles à son projet européen. Et si le tsar reçoit l'assurance d'une large sphère d'influence filant de la Finlande vers le Bosphore, il reste démuné de toute stratégie de revers. De plus, Napoléon obtient l'adhésion russe au blocus continental décrété moins d'un an plus tôt contre Londres. En concédant ce ralliement, Alexandre se dépouille de son dernier appui dans les coalitions anti-françaises. L'aristocratie de Saint-Petersbourg ne s'y trompe pas. Le *gentleman agreement* est loin d'être favorable à son souverain, même s'il négocie (*a priori*) d'égal à égal avec un Napoléon sûr de son jeu. Certes le tsar sauvegarde ses conquêtes territoriales et l'intégrité de son empire, mais il n'est pas en mesure de froisser la nouvelle carte européenne du Français.

Aussi le tableau politique est-il faussement idyllique du côté russe bien que Napoléon, alors au faite de sa puissance, ne recherche pas l'humiliation, contrairement à la situation du roi de Prusse sur lequel s'abat la foudre. En hôte malheureux de Tilsit, contraint de se recroqueviller sous une pluie battante sur les berges du Niémen la veille du traité, le représentant des Hohenzollern ne peut rejoindre le radeau impérial où se règle le sort de l'Europe, mais aussi de son royaume. Sans recourir à l'arrogance souvent propre au vainqueur, Napoléon obtient l'essentiel. Il prive Alexandre de tout soutien autre que celui ... de la France. Le bel ouvrage diplomatique ne s'arrête pas là.

La création du duché de Varsovie constitue l'arme de poing recherchée par Napoléon pour menacer la Russie de jour comme de nuit. D'abord, en gonflant la Grande Armée de régiments polonais galvanisés par l'idée de s'en prendre à l'empire responsable du démembrement de la *Rzeczpospolita*. Ensuite, en agitant la question de l'autonomie (voire de l'indépendance) du duché de Varsovie afin d'électriser la partie-sœur lituanienne. Mettre Varsovie sur le chemin de la souveraineté revenait à aguicher Vilnius en lui faisant miroiter des droits similaires. Aux yeux de Napoléon, le ver était dans le fruit de Tilsit. Alexandre avait tout à

perdre d'une mobilisation lituanienne susceptible d'entraîner dans son sillage d'autres régions à fortes communautés nationales. Exposée à une cascade de revendications, l'empire russe pouvait sombrer dans le chaos. La partie d'échecs engagée par Napoléon avait de quoi séduire les apprentis sorciers.

Les princes polonais et lituanien à la rescousse d'Alexandre

De manière paradoxale, c'est la contre-attaque rapide du tsar qui va faire monter les enchères politiques concernant la Lituanie. Bien qu'il se soit séparé d'Adam Czartoryski en tant que ministre des Affaires étrangères, Alexandre continue d'appliquer sa règle de l'ordre mondial en retournant contre Napoléon la question nationale.

Issu de l'une des plus prestigieuses familles polonaises, soumise à l'exil au terme du démembrement du royaume, Czartoryski garde en mémoire les promesses de son ami le grand-duc Alexandre au cours de leurs longs conciliabules à Saint-Petersbourg. Le futur tsar lui promet de corriger l'injustice de sa grand-mère. La restauration de la *Rzeczpospolita* aura bel et bien lieu. Un jour. Si les parents du jeune Adam peuvent choisir l'Autriche comme terre de repli, lui est soumis au diktat de Catherine II qui l'assigne à résidence dans la capitale russe. En cherchant à étouffer tout sursaut politique du clan Czartoryski, elle était loin de se douter de la solide amitié qui allait naître entre Alexandre et le prince.

Fidèle conseiller du tsar, au grand dam des aristocrates russes, Adam Czartoryski démontre l'instrumentalisation du sujet polonais par Napoléon, et ce à des fins bellicistes. L'évolution (ou la révolution) prônée par l'empereur français en Europe centrale relevait de l'usurpation. C'est pourquoi Alexandre devait s'emparer des valeurs morales des Lumières en récusant l'apanage universaliste d'une France conquérante. Autrement dit, il était temps que la Russie se projecte en chantre de la paix et du droit des minorités en dénonçant le rôle faussement messianique de Napoléon.

Dans ce schéma aux contours précis, Vilnius aime l'attention d'un tsar qui entend insuffler un vent de démocratisation à son empire. Il s'agit de l'ériger en contre-modèle des mesures napoléoniennes. Avec des réformes libérales savamment dosées, la diversité culturelle de la Russie ne devait plus être une source de délitement mais un levier de puissance. Et Vilnius offrait de nombreux atouts pour polir une identité européenne.

Le multilinguisme et le caractère multiconfessionnel du grand-duché, d'une part, la sécularisation de son université, de l'autre, militaient en faveur d'un statut particulier. Élevée au rang de ville impériale après Moscou et Saint-Petersbourg, la cité lituanienne se distingue par son expérience dans des disciplines comme la littérature, la philologie et la médecine.

Avec le titre de curateur des huit gouvernorats, soit la charge d'un ministre de l'éducation, Czartoryski contribue à la flamboyance de l'institution universi-

taire. L'établissement recense alors plus d'étudiants que les illustres Cracovie, Varsovie et Prague. Observatoire du savoir, Vilnius devient l'aiguillon politique de Czartoryski. De la réussite de sa mission (concourir à la modernité de la Russie à travers l'émancipation du grand-duché) dépendait la résurgence de la *Rzeczpospolita*.

Les origines du prince le mènent à concevoir cette restauration en accordant un rôle prééminent à la noblesse polonaise. À compter de 1810, lorsque l'esprit de Tilsit s'étiole définitivement en raison du mariage de Napoléon avec Marie-Louise d'Autriche et du non-respect du blocus continental par le tsar, la question polonaise dépend de la question lituanienne, véritable dynamique de l'offensive russe.

Alexandre confie le dossier de l'autonomie à Michel Oginski qui revendique fièrement ses racines lituano-ruthènes. Également issu d'une famille nobiliaire très influente dans l'histoire de la *Rzeczpospolita*, le prince se complait à répéter haut et fort toute la déception ressentie à Tilsit quand Napoléon refuse d'envoyer ses troupes au-delà du Niémen. C'est à cette date charnière qu'Oginski rompt avec l'empereur français. Celui qui a porté la voix des exilés à l'étranger en s'adressant dès 1796 à Bonaparte, celui qui a levé à ses frais une division de cavalerie auprès du généralissime Kosciuszko et celui, enfin, qui a composé les marches militaires à la gloire des légions polonaises, n'hésite pas à se mettre au service de la diplomatie d'Alexandre. Oginski est l'antithèse de Czartoryski.

Avec lui, la réponse du tsar au duché de Varsovie se résume à la restauration du grand-duché comme matrice d'une future fédération polono-lituanienne. Cette posture politique signifie deux choses. Primo, le retournement de la question de l'autonomie contre Napoléon s'établit à partir de la « vigie » lituanienne, et non plus du « phare » polonais. Secundo, la résurgence d'une *Rzeczpospolita* sous la houlette russe se réalisera davantage sur les bases de l'Union de Krewa (rayonnement lituanien) que sur celle de Lublin (domination polonaise).

Michel Oginski rédige sa convention dans une phase de plus en plus tendue entre la Russie et la France. En 1811, le tsar déploie ses troupes sur le versant occidental de son empire tout en réactivant des alliances traditionnelles. Ce qui devient officiellement le « plan Oginski » inquiète le prince Joseph Poniatowski, ministre de la guerre du duché de Varsovie, qui prend très au sérieux la menace



Adam Jerzy Czartoryski
(1770-1861)



Michel Cléophas
Oginski (1765-1833)

russe à travers le dossier lituanien. Son déplacement à Paris visait à convaincre Napoléon de l'imminence d'un conflit franco-russe auquel se préparait clairement le tsar avec la mobilisation de tous les ressorts anti-français à sa disposition.

Oginski a conscience de la course de vitesse engagée entre les deux empereurs. Ce qui l'incite à dérouler un argumentaire bien rodé. Décider d'un geste historique vis-à-vis de Vilnius, c'était l'assurance de faire coup double contre Napoléon. En Lituanie, Alexandre s'assurait d'une base militaire stratégique. Et en Pologne, il ravivait les « tromperies » de Napoléon en stigmatisant l'armada française qui phagocytait le duché. Alors que la Lituanie allait engranger le gain d'une autonomie, la Pologne allait douter de la sincérité de l'empereur français. Et si la Lituanie, « n'ayant qu'un chef qui représenterait le tsar, jouissait de tous les avantages d'un gouvernement simple, uniforme et veillant au bonheur et à la tranquillité des individus, les Varsoviens au contraire ne connaissaient jusqu'à présent que le despotisme militaire et l'anarchie civile ».

Oginski rappelle judicieusement le patrimoine du grand-duché pour souligner la maturité lituanienne avant son union avec la Pologne : « En conservant leur Statut législatif, les Lithuaniens maintiendraient les lois de leurs pères, des lois adoptées au local, aux mœurs et aux habitudes de la nation. Les Varsoviens, au contraire, conservent dans leurs formes judiciaires un mélange d'anciennes lois polonaises, prussiennes et françaises d'après le Code Napoléonien ». Enfin, Oginski insiste sur la « constellation politique » unique de Vilnius permettant à Alexandre de conjuguer politique occidentale et orientale, politique étrangère et intérieure. Par conséquent, il revenait à une Russie responsable du démembrement de la république des Deux Nations de la ressusciter parce qu'elle savait mieux que quiconque saisir « l'âme polonaise » grâce à sa proximité avec la Lituanie.

La convention d'Oginski est approuvée par le tsar, non sans résistance venant des notables conservateurs russes. Paraphé dans son intégralité en décembre 1811, l'oukase décline en onze points le rétablissement du grand-duché dans ses frontières lituanienne et ruthène en comprenant les terres de Russie blanche (Biélorussie actuelle et Ukraine occidentale). Les huit gouvernorats hérités de Catherine II forment une seule province sous le nom de « grand-duché de Lituanie » avec à sa tête un représentant officiel du tsar. Vilnius retrouve son statut de capitale.

Napoléon et la Lituanie : une autonomie déclarée mais un rendez-vous manqué

Les autorités françaises en poste à Varsovie accordent peu d'attention à cet oukase. L'analyse du résidant Bignon traduit une forme de désinvolture significative de la méconnaissance des affaires lituaniennes. Non seulement

Bignon s'égare sur le nombre des personnalités nommées au sein du grand-duché tout en remettant en cause la véracité de certaines nominations, mais en plus il donne libre cours à une ironie grinçante en évoquant le « charlatanisme réel ou supposé » de figures nobiliaires. Dans la dépêche diplomatique à destination de Paris, le prince Oginski est décrit comme un « aventurier qui change de partis sans scrupule ». Le crédit français porté au cas lituanien reste à l'évidence bien en deçà du rôle dévolu au grand-duché par la Russie.

En avril 1812, le tsar installe son quartier général à Vilnius en faisant de la cité grand-ducale la plaque tournante de son offensive politique et militaire. Mais Napoléon parvient à mobiliser une force de frappe sans précédent. Organisée à partir de Dantzig, Königsberg et Varsovie, la Grande Armée aligne plus d'un demi-million d'hommes. Du jamais vu ! Après avoir franchi le Niémen fin juin, Napoléon s'approprie Vilnius. Le 1^{er} juillet 1812, il y déploie son dispositif de guerre destiné à la campagne de Russie tout en décrétant le gouvernement provisoire lituanien. Bien que cette nouvelle instance soit totalement soumise à la hiérarchie impériale, c'est la stupeur du côté polonais. La mesure édictée par Napoléon tombe sans consultation et semble remettre en cause la résurgence du royaume de Pologne. Et du côté lituanien, l'ambiance n'est pas davantage aux cotillons car Napoléon impose un cadre administratif sans même avoir échangé avec les personnalités pressenties à occuper les postes de la commission exécutive (à l'exception d'Alexandre Sapieha, aux côtés de Napoléon depuis le départ de la Grande Armée). Certains patronymes emblématiques de la noblesse lituanienne, à l'instar du comte Stanislas Soltan nommé président, sont absents de Vilnius et désignés à leur insu à de nouvelles fonctions. Pour pallier leur incapacité à siéger au sein du gouvernement, Napoléon suscite l'incompréhension en recourant à des Polonais. Et comble de confusion pour les Litvaniens, Alexandre Potocki (fils du président du conseil des ministres du duché de Varsovie) reçoit le portefeuille des Affaires intérieures et Jean Sniadecki (académicien polonais) celui de l'Instruction publique. Si ces nominations calment la partie polonaise, elles irritent la partie lituanienne.

Il faut souligner la difficulté de Napoléon à trouver sur place des personnalités expérimentées qui n'aient pas quitté Vilnius avec l'équipage du tsar ou qui ne soient pas restées à l'étranger depuis la fin de la *Rzeczpospolita*. La tâche pour l'intendance française se compliquait plus encore avec des terres lituanienes ravagées par des intempéries d'une rare violence ou par des incendies provoqués par les Russes au moment de leur retraite. Indépendamment de ce contexte peu favorable à l'effort de guerre exigé par Napoléon, l'empereur n'avait jamais pris le temps de s'intéresser à la face lituanienne de la république des Deux Nations, confondue avec le royaume de Pologne. De sorte que dans l'esprit de Napoléon, les Litvaniens sont des Polonais. Et la Lituanie un appendice de la Pologne.

Si ce prisme singulier altère la vision du grand-duché, il n'explique pas toute l'ambiguïté impériale qui atteint son paroxysme le 14 juillet 1812. À l'occasion de la fête nationale française, Napoléon proclame la Confédération générale de Varsovie (une résurgence du royaume de Pologne) qui doit réunir les instances gouvernementales polonaises et lituaniennes. Si pour les Polonais représentés en nombre à Vilnius, tout concourt au recouvrement de leur souveraineté, les Lituaniens, eux, se réfèrent en toute confiance à une sémantique tout aussi prometteuse quant à leurs prérogatives. Dans le texte concocté par les autorités françaises figure en effet que la « vertueuse entreprise » (la Confédération de Varsovie) garantirait à la « patrie (lituanienne) ses privilèges et son antique indépendance ». En d'autres termes, le grand-duché pouvait renouer avec l'âge d'or de sa puissance.

Napoléon flirtait avec la dualité dans l'espoir de s'assurer le soutien de chaque protagoniste. L'ampleur de la guerre imposait un tribut considérable aux caisses impériales et aux pays tiers engagés contre la Russie. Cet équilibre poussé à l'extrême permettait aussi à Napoléon de repousser l'issue de la *Rzeczpospolita*. La victoire remportée sur Alexandre devait l'aider à apprécier l'implication des uns et des autres.

Toutefois, avant que ne commence la retraite de Russie, la rupture entre certains Lituaniens et Napoléon était déjà consommée. En septembre 1812, Alexandre Sapięha démissionne de la commission gouvernementale et Stanislas Soltan se met en congé de la présidence. Aux échelons administratifs intermédiaires confiés à la classe nobiliaire, on ne compte plus les défections. Les exigences françaises étaient décidément trop lourdes. Même les paysans de Samogitie se rebellent alors qu'ils avaient vu en Napoléon leur libérateur et leur sauveur. La fin du joug russe et la fin du servage restaient une promesse.

Conclure sur ce que Napoléon aurait finalement décidé au terme d'une victoire sur les forces russes peut paraître hasardeux, sinon présomptueux. Mais deux hypothèses confortent l'idée non pas de la résurgence en tant que telle de la *Rzeczpospolita*, mais d'un système confédéral sur la base de la *Rzeczpospolita*. D'abord parce que l'empereur rechignait à concevoir de grands ensembles territoriaux au sein de sa sphère d'influence – l'exemple de la Confédération du Rhin l'atteste. Ensuite parce que différents documents retrouvés dans des fourgons français près de la Bérézina évoquent la constitution de plusieurs duchés : celui de Varsovie, de Lituanie, de Volhynie et de Smolensk.

Le temps impérial de la Lituanie correspondait donc bien à une volonté tantôt russe, tantôt française, de transformer Vilnius en un centre névralgique régional, soit comme modèle d'émancipation nationale (Alexandre), soit pour agréger de nouvelles forces politiques (Napoléon).